



R E P U B L I Q U E F R A N C A I S E

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM 2019-113 - Séance du 16 octobre 2019

ACTES

5. Institutions et vie politique

5.5 Délégation de signature

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
25	16	23

Vote	
Pour	23
Contre	0
Abstention	0

L'an 2019, le 16 octobre à 19 heures le Conseil Municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du Conseil Municipal le 10 octobre 2019. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Mairie le 10 octobre 2019.

Etaient présents : MEISSONNIER Jean-Luc, SOULIER Alain, BASSO Béatrice, GAUTIER Sandrine, MONIN Séverine, CONTENSEAU Carole, RIBEIRO David, MAZOLLIER Elisabeth, RODENAS François, MARTY Philippe, DESTAILLATS Aline, MARTINEZ Mickaël, JODAR Mélissa, DE LA CLERGERIE Jean-Luc, DUCAMP Ludovic, MICHEL Yves.

Pouvoirs de : DURIX Olivier pour RODENAS François, SUAY Régine pour MARTY Philippe, KASZUBA Christophe pour BASSO Béatrice, AMALVY Marie-Thérèse pour MONIN Séverine, CORDEAU Damien pour MAZOLLIER Elisabeth, VANGREVELYNGHE Patricia pour DESTAILLATS Aline, RAMORA Anna pour MICHEL Yves.

Absents : SIMAR Morgan, FOUREL Sylvain (excusé).

Secrétaire de séance : DUCAMP Ludovic

N° DLM 2019-113 – SIGNATURE DE LA CONVENTION RELATIVE A L'ADHESION AUPRES DE L'ANTS (AGENCE NATIONALE DES TITRES SECURISES) ET SIGNATURE DE LA CONVENTION ENTRE LE MINISTERE DE LA JUSTICE, LA COMMUNE ET L'ANTS DANS LE CADRE DE LA COMMUNICATION ELECTRONIQUE DE DOCUMENTS DE L'ETAT CIVIL (COMEDDEC)

Madame Aline DESTAILLATS, Conseillère municipale déléguée aux affaires scolaires rapporte que le dispositif COMEDDEC (Communication Electronique des Données d'Etat Civil) est un dispositif majeur de la modernisation de l'Etat, mis en place conjointement par le ministère de la justice et l'Agence Nationale des Titres Sécurisés (ANTS) depuis 2013.

Il permet l'échange dématérialisé des données d'état civil provenant des actes de naissance, de mariage et de décès entre les dépositaires des données (mairies et Service Central de l'Etat Civil) et les destinataires de ces données (administrations, officiers de l'état civil et notaires). L'utilisateur n'a alors plus à produire lui-même son acte d'état civil à l'appui d'une démarche administrative. L'administration (ou le notaire) adresse directement une demande à l'officier de l'état civil de la commune de naissance ou au Service Central de l'Etat Civil. Ce nouveau procédé permet ainsi de lutter contre la fraude documentaire à l'état civil. Cette solution a été initiée par le ministère de la justice dans le cadre du « choc » de simplification.

Les grands principes de ce dispositif, gratuit et accessible à toutes les communes, sont les suivants :

- Les vérifications d'état civil s'effectuent sur la base d'échange de données structurées (transmission de données et non scannérisation des actes) ;
- Le périmètre concerne les demandes de titres d'identité, celles faites par les notaires et celles faites entre les communes, mais il a vocation à s'étendre ;
- Le dispositif est sécurisé et repose sur l'utilisation d'une carte individuelle qui permet de récupérer les demandes et de signer électroniquement les réponses ;
- La commune porte la responsabilité de la délivrance des cartes aux officiers de l'état civil : le maire désigne dans une convention à intervenir un responsable de la délivrance des cartes au sein de sa commune, lequel se verra remettre sa carte en préfecture et pourra par la suite commander et remettre des cartes aux officiers de l'état civil de la commune ;

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer les deux conventions à intervenir :

- 1/ la première relative à l'adhésion de la commune aux échanges dématérialisés de données d'état civil ;
- 2/ la seconde relative à l'adhésion de la commune aux modalités d'obtention, d'attribution et d'usage des cartes d'authentification et de signature fournies par l'ANTS à la commune.

Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Madame Aline DESTAILLATS et après en avoir délibéré à l'unanimité, **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les deux conventions avec le ministère de la justice et l'ANTS.

Pour extrait conforme,
Le 18 octobre 2019,

Le Maire,
Jean-Luc MEISSONNIER



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.